



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/1994/43  
8 avril 1993  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Session de fond de 1994  
27 juin-29 juillet 1994  
Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire\*

QUESTIONS RELATIVES A L'ÉCONOMIE ET À L'ENVIRONNEMENT :  
RAPPORTS DES ORGANES SUBSIDIAIRES, CONFÉRENCES ET  
QUESTIONS CONNEXES

Développement durable

Note du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 48/55, l'Assemblée générale a prié l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et demandé à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), conformément à leurs mandats et domaines de compétence respectifs et agissant en étroite coopération avec les autres organismes compétents des Nations Unies et les commissions régionales, d'examiner l'ensemble des questions concernant le commerce et l'environnement et de présenter, par l'intermédiaire de la Commission du développement durable, un rapport au Conseil économique et social à sa session de fond de 1994.

2. Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre au Conseil le rapport du secrétariat du GATT dont le texte est reproduit en annexe.

---

\* E/1994/100.

Annexe

NOTE DU SECRÉTARIAT DU GATT QUI SERA PRÉSENTÉE À LA DEUXIÈME  
SESSION DE LA COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

16-31 MAI 1994

1. La présente note, qui n'engage que le secrétariat du GATT, est adressée au secrétariat de la Commission du développement durable à la demande du Secrétaire général adjoint au Département de la coordination des politiques et du développement durable de l'Organisation des Nations Unies, qui avait prié le Directeur général du GATT de lui remettre un rapport sur les activités que l'institution mène et compte mener dans le domaine du commerce et de l'environnement. Elle donne également suite à la décision que la Commission a prise, à sa première session, de demander au Conseil économique et social d'inviter les organismes des Nations Unies compétents à établir des rapports spécifiques sur leurs activités de suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) en se concentrant tout particulièrement sur les projets et initiatives en cours et futurs, compte tenu de son programme de travail thématique pluriannuel.

2. La présente note répond aussi à l'invitation (contenue dans le projet de résolution A/C.2/48/L.57 du 1er décembre 1993) que l'Assemblée générale, à sa quarante-huitième session, avait adressée au GATT le priant "d'examiner l'ensemble des questions concernant le commerce, l'environnement et de présenter, par l'intermédiaire de la Commission du développement durable, un rapport au Conseil économique et social à sa session de fond de 1994".

RÉSUMÉ

3. Les parties contractantes du GATT estiment que la conclusion des négociations d'Uruguay constitue un pas important vers l'instauration de conditions propices à un développement durable. La libéralisation du commerce et le maintien d'un système commercial ouvert et non discriminatoire joueront un rôle essentiel dans le cadre du suivi de la CNUED.

4. Nombreux sont les travaux relatifs au commerce et à l'environnement déjà menés au sein du GATT, tant par le Groupe sur les mesures de protection de l'environnement et le commerce international que par le Comité du commerce et du développement, qui peuvent être considérés comme s'inscrivant dans le cadre du suivi de la CNUED. Les discussions qui ont eu lieu ont permis de mieux connaître les liens existant entre le commerce et l'environnement.

5. La décision du Comité des négociations commerciales, en date du 15 décembre 1993, tendant à élaborer un nouveau programme de travail global sur les questions touchant le commerce et l'environnement confirme la volonté des parties contractantes de voir le GATT jouer pleinement son rôle en veillant à la compatibilité et à la complémentarité des politiques adoptées dans les domaines du commerce, de l'environnement et du développement durable.

6. Les parties contractantes se félicitent que le Directeur général du GATT ait décidé d'accueillir, au début de l'été, un colloque public consacré au

/...

commerce, à l'environnement et au développement durable. Celui-ci peut contribuer à sensibiliser l'opinion aux discussions menées sur ce thème au sein du GATT et à aider les parties contractantes à favoriser le dialogue entre les spécialistes du commerce, du développement et de l'environnement.

#### Conclusion des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay

7. L'événement le plus marquant a été la conclusion des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, dont les résultats ont été adoptés par le Comité des négociations commerciales le 15 décembre 1993. Il donne directement suite à la recommandation de la CNUED, formulée à l'alinéa e) du paragraphe 2.10 de la section A du chapitre 2 d'Action 21, selon laquelle "...la communauté internationale doit : ... renforcer le système commercial international, grâce à la conclusion rapide et à un résultat équilibré, global et positif des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay".

8. La conclusion des négociations d'Uruguay représente un progrès dans le sens de la réalisation des quatre objectifs visant à promouvoir un développement durable par le commerce, qui figurent aux alinéas a) à d) du paragraphe 2.9 de la section A du chapitre 2 d'Action 21, à savoir :

a) Promouvoir un système commercial multilatéral ouvert, non discriminatoire et équitable, permettant à tous les pays – en particulier aux pays en développement – d'améliorer leurs structures économiques et de relever le niveau de vie de leur population par un développement économique continu;

b) Améliorer l'accès des exportations des pays en développement aux marchés des pays développés;

c) Améliorer le fonctionnement des marchés des produits de base et mettre en oeuvre des politiques des produits de base qui soient rationnelles, compatibles et cohérentes aux échelons national et international dans le but d'optimiser la contribution du secteur des produits de base au développement durable compte tenu des considérations d'environnement;

d) Promouvoir et soutenir des politiques intérieures et internationales qui fassent que la croissance économique et la protection de l'environnement se soutiennent mutuellement.

9. La conclusion des négociations d'Uruguay constitue un succès sur le plan de la coordination multilatérale des politiques et devrait laisser espérer des progrès analogues dans le domaine de l'environnement. Les accords commerciaux multilatéraux conclus devraient accroître les possibilités d'échange et de développement qui, à leur tour, entraîneront une vaste réforme des politiques commerciales et politiques connexes ainsi qu'une plus grande ouverture des marchés de marchandises et de services, de manière à tenir compte des nombreux problèmes que pose le développement durable. Ils contribueront à améliorer l'efficacité de la répartition des ressources, à stimuler le progrès technologique et la croissance de la productivité, et à augmenter les revenus dans le monde entier.

10. Pour les pays en développement, où la pauvreté constitue la première préoccupation des pouvoirs publics et l'obstacle le plus important à une meilleure protection de l'environnement, la libéralisation des échanges mondiaux, accompagnée de transferts de fonds et de techniques, est essentielle en vue de promouvoir un développement durable. Les recettes à l'exportation sont la principale source de devises de ces pays. L'accord des négociations d'Uruguay permettra d'accroître leurs possibilités d'exportation grâce, d'une part, à la diminution des tarifs douaniers et de la progressivité des droits de douane et, d'autre part, à la suppression des obstacles non tarifaires chez leurs principaux partenaires commerciaux et dans certains secteurs tels que le textile et l'industrie du vêtement. De telles mesures peuvent réellement contribuer à réduire la dépendance des pays en développement vis-à-vis des activités tributaires des matières premières locales et les aider à réaffecter les facteurs de production vers d'autres activités qui sont plus écologiquement rationnelles et produisent davantage de valeur ajoutée.

11. Le Secrétariat du GATT a calculé que l'accord des négociations d'Uruguay entraînerait globalement un accroissement des échanges mondiaux de marchandises estimé à 12 % environ en l'an 2005, soit une augmentation de 745 milliards de dollars (en dollars de 1992), par rapport au niveau qui aurait été atteint au cours de la même période dans l'hypothèse d'une progression annuelle des échanges égale à la moyenne constatée pour la période 1980-1991 (4,1 %). Les échanges devraient enregistrer les plus fortes augmentations dans l'industrie du vêtement (60 %), le textile (34 %), l'agriculture, la sylviculture et les produits de la mer (20 %), ainsi que dans l'agro-alimentaire et les boissons (19 %), qui sont des secteurs dans lesquels de nombreux pays en développement sont exportateurs.

12. Bien que les rapports entre les mesures commerciales et les mesures environnementales n'aient pas fait l'objet d'une discussion séparée lors des négociations d'Uruguay, les questions relatives à l'environnement ont été explicitement abordées dans un certain nombre d'accords commerciaux multilatéraux mentionnés ci-après.

13. L'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) prévoit d'établir un cadre institutionnel unique pour les échanges internationaux englobant le GATT, tel qu'il a été modifié par les négociations d'Uruguay, tous les accords et dispositions adoptés sous son égide ainsi que tous les résultats des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. Le préambule de l'Accord évoque, pour la première fois dans l'histoire du système commercial multilatéral, l'objectif d'un développement durable et la nécessité de protéger et préserver l'environnement :

"Reconnaissant que leurs rapports dans le domaine commercial et économique doivent être orientés vers le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel et de la demande effective, et l'accroissement de la production et du commerce de marchandises et de services, tout en permettant l'utilisation optimale des ressources mondiales conformément à l'objectif de développement durable, en vue à la fois de protéger et préserver l'environnement et de renforcer les moyens d'y parvenir d'une manière qui soit compatible avec leurs

besoins et soucis respectifs à différents niveaux de développement économique;".

14. L'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce vise à faire en sorte que les règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité ne créent pas des obstacles non nécessaires au commerce. Il reconnaît toutefois que rien ne saurait empêcher un pays de prendre les mesures nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, à la préservation des végétaux ou à la protection de l'environnement, et que tout pays a le droit d'établir le niveau de protection qu'il considère approprié dans ces domaines. Il encourage les pays à appliquer les normes internationales, lorsque celles-ci existent, mais n'exigent pas d'eux qu'ils alignent leurs normes et règlements nationaux dans un sens ou dans l'autre du fait de l'activité normative des organismes internationaux.

15. L'Accord relatif à l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires considère les différentes mesures prises par les gouvernements pour veiller à ce que tous les produits alimentaires pour la consommation humaine et animale ne contiennent aucun contaminant, toxine, organisme ou additif pathogènes, ainsi que les mesures prises pour protéger la santé des personnes des parasites et maladies véhiculés par les plantes et les animaux. Ces mesures ne sont pas couvertes par l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce. L'Accord relatif à l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires reconnaît explicitement que les gouvernements ont le droit d'adopter des mesures visant à protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ainsi qu'à préserver les végétaux. Toutefois, lorsqu'elles entraînent des restrictions au commerce, ces mesures ne doivent être prises que dans la mesure où elles sont nécessaires à la protection sanitaire et justifiées par des principes et des preuves scientifiques. Dans le cas où les preuves scientifiques sont insuffisantes, les gouvernements pourront, à titre de précaution, imposer des restrictions temporaires en attendant d'obtenir des informations complémentaires. Les gouvernements doivent déterminer le niveau de protection sanitaire qu'ils jugent approprié sur la base d'une évaluation des risques. Les mesures sanitaires et phytosanitaires doivent être appliquées de manière non discriminatoire. De plus, dans le cas où différents types de mesures pourraient être prises pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire, les gouvernements feront en sorte d'appliquer celles qui ne sont pas plus restrictives que nécessaire, compte tenu de la faisabilité technique et économique.

16. L'Accord relatif à l'agriculture prévoit d'entreprendre une réforme à long terme du commerce des produits agricoles et des politiques agricoles nationales. Il accroît le rôle du marché dans le commerce international de produits agricoles grâce aux engagements négociés en matière d'accès aux marchés, de soutien interne et de concurrence à l'exportation. Il réduira les incitations à l'agriculture intensive dans les régions qui se prêtent mal à ce type d'activité et, associé aux politiques environnementales appropriées, contribuera à créer les conditions propices à une meilleure protection de l'environnement et à promouvoir le développement durable. L'engagement de réduire le soutien accordé par le gouvernement à la production agricole, notamment sous la forme de subventions à la production, représente un volet important de l'Accord. Les éléments exclus, sous certaines conditions, des engagements de réduction

figurent à l'Annexe 4 de l'Accord, comme, par exemple, les versements au titre des programmes de protection de l'environnement.

17. L'Accord relatif aux subventions et aux mesures compensatoires identifie, entre autres, les subventions ne donnant pas lieu à une action et ne justifiant pas l'imposition d'un droit compensateur. Sont considérées comme ne donnant pas lieu à une action les aides visant à promouvoir l'adaptation d'installations existantes à de nouvelles prescriptions environnementales imposées par la législation et/ou la réglementation à concurrence de 20 % du coût de l'adaptation et à condition que les installations à adapter fonctionnent depuis au moins deux ans, que l'assistance soit une mesure unique et non récurrente et soit offerte à toutes les entreprises qui peuvent adopter le nouveau matériel et/ou les nouveaux procédés de production, qu'elle soit directement liée et proportionnée à la réduction des nuisances et de la pollution prévue par l'entreprise et ne couvre pas une économie qui pourrait être réalisée sur les coûts de fabrication et qu'elle ne couvre pas le coût du remplacement et de l'exploitation de l'investissement ayant bénéficié de l'aide qui doit être intégralement à la charge des entreprises.

18. L'Accord relatif aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, y compris le commerce des marchandises de contrefaçon a pour but d'encourager la recherche et l'innovation et d'améliorer l'accès de tous les pays aux techniques nouvelles, notamment dans le domaine de l'environnement. L'article 27 dudit Accord définit les objets brevetables et, dans ses paragraphes 2 et 3 les objets à exclusion de la brevetabilité dans des domaines qui peuvent s'avérer importants pour la protection de l'environnement. Le paragraphe 2 donne la possibilité d'exclusion de la brevetabilité les inventions dont il est nécessaire d'empêcher l'exploitation commerciale pour éviter de graves atteintes à l'environnement. Le paragraphe 3 donne aux gouvernements la possibilité d'exclusion de la brevetabilité les végétaux et les animaux autres que les micro-organismes et les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, autres que les procédés non biologiques et microbiologiques. Toutefois, les membres doivent prévoir la protection des variétés végétales par des brevets, par un système sui generis efficace, ou par une combinaison de ces deux moyens.

19. L'article XIV de l'Accord général sur le commerce des services contient les exceptions générales à l'Accord. Établi sur le modèle de l'article XX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, son alinéa b) est identique à l'alinéa b) de l'article XX de l'accord précité. L'Accord contient une recommandation ministérielle tendant à ce que le Conseil du commerce adopte à sa première réunion une décision tendant à créer un groupe de travail qui examinera les relations entre le commerce des services et l'environnement, y compris la question du développement durable et présentera un rapport à ce sujet éventuellement accompagné des recommandations. Ce groupe de travail étudiera aussi la pertinence des accords intergouvernementaux sur l'environnement et leurs rapports avec l'Accord général sur le commerce et les services pour déterminer s'il serait nécessaire de modifier l'article XIV de l'Accord afin de tenir compte des mesures nécessaires à la protection de l'environnement. Le Groupe de travail présentera un rapport sur les résultats de ses travaux dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de l'Accord instituant l'OMC.

20. Le morandum d'accord concernant le règlement des différends prévoit que chaque groupe spécial aura le droit de demander à toute personne privée ou à tout organisme qu'il jugera approprié des renseignements et des avis techniques, de demander des renseignements à toute source qu'il estime appropriée et de consulter des experts pour obtenir leur avis sur certains aspects de la question. Cette disposition s'appliquerait aux spécialistes de l'environnement en cas de différends au sujet de mesures de protection de l'environnement ayant des incidences commerciales. Les groupes spéciaux pourront également demander un rapport consultatif écrit à un groupe consultatif d'experts à propos d'un point de fait concernant une question scientifique ou une autre question technique soulevée par une partie à un différend. L'appendice 3 donne également le droit à une partie à un différend de divulguer ses propres positions et, si un membre de l'OMC le demande, les parties aux différends fourniront un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses exposés qui peuvent être divulgués.

Contribution du GATT suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

21. Les PARTIES CONTRACTANTES, à leur quarante-huitième session en décembre 1992, se sont entendues sur la manière dont le GATT devrait donner suite aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement dans le domaine du commerce. Dans leur décision, elles prenaient note du fait que la compétence du GATT se limitait aux politiques commerciales et aux aspects des politiques environnementales touchant au commerce qui pouvaient avoir des incidences commerciales importantes pour les parties contractantes du GATT. Elles ajoutaient à cet égard que le GATT n'avait ni pour vocation ni pour mandat d'intervenir dans l'examen des priorités nationales, la fixation de normes ou l'élaboration de politiques globales en matière d'environnement. Toutefois, les parties contractantes ont concédé que le système commercial multilatéral n'en avait pas moins un rôle central à jouer pour renforcer un système économique international ouvert et favoriser la croissance économique et le développement durable, notamment dans les pays en développement, afin de contribuer à faire face aux problèmes que soulèvent la dégradation de l'environnement et la surexploitation des ressources naturelles.

22. Les PARTIES CONTRACTANTES ont par conséquent invité le Comité du commerce et du développement à inscrire dans son mandat les questions soulevées par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à propos de la promotion du développement durable par la libéralisation du commerce (Action 21, chapitre 2 : Introduction et section A); et invité le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international à s'associer étroitement au suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement pour faire en sorte que le commerce et l'environnement s'étaient mutuellement (Action 21, chapitre 2 : Introduction et section B). Il a également été noté que le Conseil des représentants, lorsqu'il s'acquitte des responsabilités des PARTIES CONTRACTANTES entre les sessions, était l'organe du GATT responsable des questions relatives aux relations interinstitutionnelles et autres relations extérieures (par. 2.22, alin. a), b), h) et k) d'Action 21). Il a en outre été rappelé que le Conseil des représentants avait décidé de proroger le mandat du Groupe de travail de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses pour une période de

/...

trois mois qui commencerait à la date de la prochaine réunion du Groupe. Enfin, il a été également entendu que le Conseil consacrerait une réunion au suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement afin d'évaluer et, au besoin, de compléter les travaux en cours au GATT concernant le suivi de la Conférence. Cette réunion a eu lieu le 22 février 1994.

Action 21, chapitre 2 : Introduction et section A

23. Les principales questions examinées dans ce domaine étaient : i) les rapports entre le développement durable, l'environnement et le commerce; ii) l'amélioration de l'accès au marché notamment des exportations des pays en développement; iii) le suivi et la collecte de données; et iv) la pertinence des dispositions existantes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce concernant les pays en développement, notamment la partie IV de l'Accord, par rapport à la notion de développement durable, d'environnement et de commerce.

24. Il est ressorti des débats que l'étude approfondie de la notion de développement durable du point de vue des pays en développement, supposait un examen détaillé de questions comme les différences de niveaux de consommation entre pays développés et pays en développement et leur impact sur l'environnement; les besoins liés au développement des pays en développement; les liens entre les objectifs de la lutte contre la pauvreté et ceux de la protection de l'environnement et entre ces derniers et l'accès à des techniques moins polluantes; les politiques des pays développés et des pays en développement visant à retirer le bénéfice maximum de la libéralisation du commerce au profit du développement durable; et la relation entre les objectifs de la protection de l'environnement, le transfert de technologie, les marchés ouverts et les ressources financières.

25. La protection de l'environnement, pour essentielle qu'elle soit pour les pays en développement, devait se faire notamment par l'accès à des techniques moins polluantes, le transfert de savoir-faire en faveur des pays en développement pour qu'ils évitent de commettre les erreurs commises dans les pays développés, et la protection de la diversité biologique et l'indemnisation de ses défenseurs. On a insisté particulièrement sur le fait qu'il importait de mobiliser les ressources nécessaires pour protéger l'environnement des pays en développement, et notamment des pays les moins avancés.

26. D'autres délégations ont rappelé que la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement avait mis l'accent sur l'importance d'un panachage judicieux des politiques dans le domaine de l'environnement, du commerce et du développement pour assurer la croissance – qui est un élément important de la solution au problème de la dégradation de l'environnement. La Conférence a toutefois insisté sur le fait que l'élimination de la pauvreté devait se faire selon un schéma de croissance qui, pour être durable, devait être soucieux de l'environnement. Certaines délégations, tout en concédant que les pays en développement pourraient, pendant une période de transition, appliquer des normes écologiques plus souples, ont insisté sur le fait qu'à long terme ils devraient progressivement s'efforcer d'assumer une plus grande responsabilité dans la réalisation des objectifs fixés en matière de protection de l'environnement mondial. Il serait dans l'intérêt des pays en développement

/...



eux-mêmes de réduire la durée de cette période de transition et d'adhérer aux accords multilatéraux ou d'appliquer les mêmes normes que les pays développés. On éviterait ainsi les risques de transfert des industries polluantes vers les pays en développement et d'imposition de nouveaux obstacles à l'exportation des produits de qualité inférieure à destination des pays développés.

27. On a également fait remarquer que l'examen d'Action 21 devait, pour orienter les débats dans la bonne direction, s'appuyer sur les principes convenus. Les deux principes à prendre en considération pouvaient être les suivants : i) les problèmes de protection de l'environnement n'ayant pas d'effet de ruissellement devraient être laissés à la compétence des autorités nationales; ii) les problèmes de protection de l'environnement ayant un effet de ruissellement devaient être résolus par la voie de la coopération internationale ou régionale et non pas par le biais d'actions unilatérales. On a également insisté sur la nécessité de tenir compte des différents rôles que jouaient diverses institutions dans le suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, et de traiter chaque question au sein de l'instance compétente.

28. On s'est accordé à reconnaître que c'est en menant à bien les négociations commerciales multilatérales d'Uruguay que le GATT pourrait contribuer le mieux au développement durable car on pourrait alors s'acheminer vers une exploitation plus rentable des ressources nationales en réduisant au minimum le gaspillage et la pollution. Améliorer l'accès au marché des exportations des pays en développement, notamment dans les domaines que ces derniers jugeaient vitaux, favoriserait également la croissance économique, ce qui créerait davantage de ressources pour renforcer les normes écologiques nationales. Les distorsions commerciales résultant des mesures de protection de l'environnement devaient également être évitées. Les débats ont également porté sur le rôle des forces du marché dans l'amélioration de la rentabilité mondiale et des mesures gouvernementales complémentaires aux niveaux national et international. Il a été suggéré que parallèlement à la réduction des obstacles à l'accès aux marchés existants, on envisage de créer de nouveaux marchés ou d'adopter des solutions faisant appel au marché pour faire face aux problèmes écologiques naissants.

29. Il a été largement reconnu que les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce qui étaient favorables aux pays en développement, et en particulier l'article XVIII et la partie IV dudit Accord étaient conformes à la notion de développement durable, d'environnement et de commerce. Toutefois, on se demandait toujours si les règles existantes étaient suffisantes et devaient simplement être interprétées de manière à englober les questions d'environnement ou s'il fallait prévoir de nouvelles dispositions portant spécifiquement sur l'environnement.

30. Certaines délégations ont fait remarquer que les dispositions de la partie IV de l'Accord général qui visaient à améliorer l'accès au marché des exportations des pays en développement, à améliorer le fonctionnement du marché des matières premières et à décourager ou éliminer le protectionnisme pour élargir encore l'accès au marché, revêtaient un intérêt particulier pour ce qui était de la capacité des pays en développement de contribuer à un développement durable. Ces dispositions devaient seulement être appliquées sans attendre une éventuelle renégociation ou interprétation de la partie IV de l'Accord. À cet

/...

égard, il a été suggéré que l'on envisage la possibilité de porter à deux ans la période pendant laquelle on pouvait bénéficier du système généralisé de préférences. On a également insisté sur le fait que la notion de traitement particulier et différentiel énoncé dans la partie IV de l'Accord était implicitement reconnue par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement lorsque celle-ci faisait valoir que les normes de protection de l'environnement valables pour les pays développés pouvaient être d'un coût social et économique injustifié pour les pays en développement.

31. D'autres ont fait remarquer qu'il fallait certes étudier plus avant si les dispositions de l'Accord général qui étaient favorables aux pays en développement se rapportaient à la notion de développement durable, d'environnement et de commerce, mais qu'il fallait d'abord examiner la question à la lumière des travaux généraux du GATT sur les règles commerciales internationales. Certains ont estimé toutefois qu'on pourrait ouvrir les débats sur certains aspects de la question comme l'établissement de mécanismes particuliers, tels que subventions écologiques et périodes de transition, visant à encourager la participation des pays en développement aux accords multilatéraux.

32. Au titre de la section A, il a notamment été proposé que le GATT se penche à l'avenir sur les questions suivantes bien qu'elles n'aient fait l'objet d'aucun consensus :

- i) Examen approfondi de la notion de développement durable afin de recenser les besoins des pays en développement en la matière;
- ii) Examen des politiques nécessaires dans le domaine du commerce, de l'environnement et du développement pour assurer un schéma de croissance respectueux de l'environnement dans les pays en développement;
- iii) Examen de questions précises telles que : a) les moyens d'améliorer l'accès au marché des produits respectueux de l'environnement pour lesquels les pays en développement se trouvent dans une position relativement privilégiée; b) les obstacles mis à l'accès au marché des produits respectueux de l'environnement existant dans certains pays en développement; c) l'importance des services et techniques écologiques pour les pays en développement; d) les répercussions de l'escalade des taxes intérieures et des droits douaniers sur les échanges de matières premières et l'octroi d'un traitement plus favorable aux produits écologiques à différents niveaux du processus de transformation; et e) les moyens par lesquels les pays en développement pourraient tirer parti des mesures positives de protection de l'environnement pour développer leurs échanges et améliorer leur accès aux marchés;
- iv) Analyse des effets négatifs éventuels des mesures de protection de l'environnement sur les exportations des pays en développement;
- v) Recensement des données à recueillir et des sources à exploiter en vue d'un éventuel exercice de suivi qui pourrait porter soit sur les effets obtenus, soit sur les mesures adoptées; et

/...

- vi) Examen des dispositions de l'article XVIII et de la partie IV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce afin d'établir si les règles existantes sont suffisantes et ont simplement besoin d'être interprétées de manière à englober les questions d'environnement ou s'il faut adopter de nouvelles dispositions qui portent spécifiquement sur l'environnement.

Action 21, chapitre 2, Introduction et section B

33. Des entretiens ont permis aux organisations internationales de se tenir au courant de leurs travaux en cours visant à assurer la synergie entre les politiques relatives au commerce et à l'environnement. Au paragraphe 2.1, les États sont invités à surmonter les affrontements et à promouvoir un climat de coopération et de solidarité : c'est dans le droit fil de la tradition du GATT et c'est bien dans cet esprit que se sont déroulés les échanges de vues dans ce domaine, qui ont été caractérisés par la recherche de consensus et l'ouverture d'esprit. Bien qu'il reste encore à faire avant que l'on puisse dresser un bilan plus détaillé des progrès accomplis dans ce domaine, on peut d'ores et déjà formuler quelques observations d'ordre général – notamment en citant le point de vue largement partagé selon lequel les principes directeurs de la CNUED sont fondamentalement compatibles avec les principes qui inspirent le GATT.

34. Il semble également très généralement admis que l'ordre du jour initial en trois points du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, ainsi que les travaux correspondants, prenaient déjà en compte nombre des préoccupations de la communauté internationale quant à l'interaction entre commerce et environnement que l'on retrouve dans les résultats de la CNUED. Comme l'ont fait observer des délégations, les points en question couvrent une part importante des recommandations détaillées de la CNUED – par exemple les paragraphes 2.22 c) relatif à la transparence, 2.22 f) relatif aux normes et règlements écologiques (par exemple les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage) et 2.22 j) relatif au rapport entre les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et les accords multilatéraux portant sur l'environnement. Il existe aussi d'autres domaines où de nombreuses délégations ont relevé une coïncidence entre les recommandations de la CNUED et les travaux déjà entrepris par le GATT. Aussi nombre de délégations ont-elles souligné que l'on pouvait considérer les débats et les travaux antérieurs du GATT comme une contribution aux activités de suivi de la CNUED, bien qu'il reste encore à faire pour achever ce qui est prévu dans ce programme original.

35. Un jeu de principes que beaucoup de délégations ont cité en termes favorables, comme base commune et point de départ des travaux à entreprendre au titre de la section B, figure au paragraphe 2.22 i) de cette section, où l'on peut lire ce qui suit : "Des mesures internes visant à atteindre certains objectifs en matière d'environnement peuvent avoir besoin, pour être efficaces, d'être étayées par des mesures commerciales. Si des mesures commerciales se révélaient nécessaires pour assurer l'application de politiques de protection de l'environnement, elles pourraient être soumises à certains principes et à certaines règles, notamment les suivants : principe de non-discrimination; principe selon lequel les mesures prises ne devraient restreindre les échanges que dans la mesure strictement nécessaire pour atteindre les objectifs visés;

obligation d'assurer la transparence de l'application des mesures commerciales liées à l'environnement, ainsi que de signaler comme il convient les règles nationales; et nécessité de tenir compte des conditions et des besoins particuliers des pays en développement qui s'emploient à atteindre les objectifs convenus à l'échelle internationale en matière d'environnement."

36. Les échanges de vues ont également fait ressortir certains éléments qui méritent un examen plus approfondi, par exemple : le paragraphe 2.21 b) relatif au règlement des différends; le paragraphe 2.22 e), où il est question d'éviter de recourir aux mesures qui restreignent les échanges pour compenser les différences de coûts résultant de différences entre les normes en matière d'environnement; le paragraphe 2.22 g), relatif aux facteurs particuliers qui ont des incidences sur les politiques de l'environnement et les politiques commerciales des pays en développement lors de l'application des règles de protection de l'environnement ou des mesures commerciales de quelque nature que ce soit; le paragraphe 2.22 i), déjà cité plus haut, mais qui énonce également le principe suivant : "éviter toute action unilatérale pour faire face à des problèmes écologiques hors de la juridiction des pays importateurs. Les mesures de protection de l'environnement visant à remédier à des problèmes environnementaux transfrontières ou planétaires devraient, dans toute la mesure du possible, reposer sur un accord international". De nombreuses délégations se sont déclarées favorables à ce principe, considérant qu'une telle action unilatérale était contraire aux règles du GATT. Plusieurs ont noté que le paragraphe 2.22 e) portait sur une question particulièrement délicate qui demande une attention vigilante, étant donné que le recours à des mesures commerciales pour se défendre contre le "dumping écologique", si l'on reconnaissait la légitimité de ces mesures et si elles étaient appliquées, risquait de compromettre le fondement même du système international des échanges commerciaux.

37. Parmi les autres activités que les délégations ont suggéré d'entreprendre dans le cadre du suivi de la CNUED, on peut citer les suivantes : étudier les effets sur le commerce des mesures de protection de l'environnement axées sur les méthodes et procédés de production et analyser comment elles se rattachent à la notion de "produit similaire" du GATT; examiner les incidences possibles sur le commerce de l'utilisation d'outils économiques tels que redevances et subventions environnementales; étudier l'influence de la protection de l'environnement sur la concurrence.

38. Toutes les délégations n'accordent pas nécessairement le même rang de priorité à toutes ces questions. Certaines ont avancé que les travaux effectués au titre de la section B devraient viser tout d'abord à confirmer que les principes fondamentaux et les recommandations essentielles d'Action 21 – refus de l'extra-territorialité et de l'unilatéralisme – sont à retenir comme fondement et comme point de départ de la suite des travaux du GATT. Plusieurs ont cité d'autres notions et principes de la CNUED, notant l'importance qu'ils pourraient revêtir en ce qui concerne les questions dont le Groupe a été prié de s'occuper. En particulier, on a avancé l'idée que deux notions devraient jouer un rôle important dans les travaux effectués au titre de la section B : celle de développement durable et la nécessité d'accorder un traitement particulier aux problèmes des pays en développement, pour lesquels la marche à suivre pour

réaliser un développement durable peut être différente de celle qui convient aux autres pays.

39. Certaines délégations ont souligné que les travaux du GATT relatifs au suivi de la CNUED devaient s'accorder avec l'ensemble des travaux de même nature. Par exemple, si les questions d'ordre général liées au transfert de technologie et aux financements ne sont pas traitées de manière satisfaisante dans le cadre du suivi de la CNUED, le système des échanges commerciaux subira des tensions accrues et la tendance à prendre des mesures unilatérales sera accentuée.

Travaux du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international

40. Au cours des débats sur le suivi de la CNUED, des délégations ont insisté sur le fait que les travaux effectués antérieurement par le Groupe dans le cadre de son programme de travail initial constituaient une contribution appréciable aux travaux à effectuer par le GATT dans le cadre de ce suivi. Le programme de travail en question comportait trois points : i) les dispositions commerciales d'accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement par rapport aux principes et dispositions du GATT; ii) la transparence multilatérale des réglementations nationales concernant l'environnement qui sont de nature à avoir des effets sur le commerce; iii) les effets sur le commerce de nouvelles prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage visant à protéger l'environnement.

i) Dispositions commerciales d'accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement par rapport aux principes et dispositions du GATT

41. Les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce se sont vivement félicitées des efforts déployés par les gouvernements pour trouver des solutions multilatérales aux problèmes écologiques transfrontières ou mondiaux, car il y a de bonnes raisons de penser que cette méthode se révélera plus efficace et aura des effets plus durables que le recours à des mesures commerciales unilatérales pour tenter de régler ces problèmes au coup par coup. Le Groupe n'était pas prié d'examiner la question de savoir si les dispositions commerciales des accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement étaient compatibles avec l'Accord général. Les mesures commerciales appliquées dans le cadre d'un tel accord ne sont pas contestées au titre des dispositions de l'Accord général relatives au règlement des différends. Au contraire, c'est dans un esprit tourné vers l'avenir et en adoptant une perspective globale que les travaux ont été effectués, ce qui a permis d'avancer sur ce point.

42. Les débats du Groupe ont été axés sur deux cas de litige possible : d'une part, celui du recours à des mesures commerciales pour protéger des ressources naturelles qui ne relèvent pas de la compétence nationale d'une ou plusieurs parties contractantes et qui n'ont pas nécessairement une incidence exclusive ou directe sur leur propre environnement; d'autre part, celui des mesures commerciales des accords multilatéraux qui s'appliquent aux États non parties

(c'est-à-dire aux pays non signataires des accords, qui ont décidé de ne pas y adhérer pour une raison quelconque, quelle qu'en soit la légitimité).

43. Plusieurs délégations ont souligné à quel point il fallait bien réfléchir, lors de la négociation d'accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement, avant d'y faire figurer des dispositions commerciales quelles qu'elles soient. Elles sont d'avis qu'il n'est généralement pas souhaitable que les parties contractantes aient recours à des pratiques restrictives en matière de commerce international à l'encontre des États non parties à un tel accord, et que cela ne devrait normalement pas être nécessaire.

44. Quelques délégations ont donné leur avis sur différentes manières de traiter un éventuel différend. Les unes ont noté que les dérogations prévues à l'article XXV de l'Accord général permettaient déjà, si des différends se produisaient, d'examiner au cas par cas la manière de traiter les dispositions commerciales contenues dans des accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement. Cette solution présentait notamment, à leurs yeux, l'avantage suivant : le fait d'avoir recours à des dérogations permettrait d'apporter une réponse mesurée et spécialement adaptée à tous les problèmes qui pourraient se poser dans l'avenir. Dans cette optique, on pourrait supposer que si l'accord multilatéral en question correspondait à un réel consensus multilatéral, il serait largement soutenu par les parties contractantes à l'Accord général, et les chances d'obtenir une dérogation ne feraient pas de doute, ou très peu.

45. L'autre manière de s'attaquer au problème est de définir les conditions dans lesquelles on peut avoir recours à des mesures commerciales dans le cadre d'un accord multilatéral concernant la protection de l'environnement pour faire face à des problèmes écologiques transfrontières ou mondiaux, étant entendu que le GATT accepterait toute mesure respectant ces conditions. C'est ce qu'on a appelé ouvrir une "fenêtre écologique" dans l'Accord général. Selon une des formulations de cette idée, les parties contractantes à l'Accord général interpréteraient collectivement les dispositions de son article XX dans les circonstances où des mesures commerciales seraient appliquées séparément à des pays non parties à un accord multilatéral concernant la protection de l'environnement.

46. Les délégations qui préconisaient cette deuxième méthode ont fait valoir qu'elle se baserait sur des critères soigneusement définis à l'avance et suffisamment généraux pour couvrir un large éventail de cas pouvant être rencontrés au cours de la négociation de futurs accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement, tout en limitant le risque de voir les mesures commerciales d'un tel accord être détournées à des fins protectionnistes. Cela laisse ouvertes un certain nombre de questions qui ont fait l'objet de discussions préliminaires.

47. L'une de ces questions est de savoir ce qui définit un accord multilatéral concernant la protection de l'environnement. Dans le même ordre d'idées, il se pose la question de savoir pour quelles raisons un pays non partie à un accord multilatéral décide de ne pas y adhérer, ce qui conduit notamment à se demander qui doit juger du bien fondé de ce choix. Un pays peut avoir une foule de raisons de décider de ne pas se joindre à une action multilatérale destinée à

résoudre un problème d'environnement (il peut ne pas se laisser convaincre par les données scientifiques invoquées, il peut ne pas avoir les moyens de participer, ou il peut considérer que des problèmes plus urgents méritent de passer en premier); à cet égard, on a rappelé les "responsabilités communes mais différenciées" qui incombent aux États lorsqu'il s'agit de résoudre les problèmes écologiques de portée mondiale, responsabilités dont fait état le principe 7 de la Déclaration de Rio.

48. Il se pose par ailleurs la question de savoir si une mesure commerciale doit être énoncée dans un accord multilatéral concernant la protection de l'environnement, et avec quel degré de précision. Autrement dit, faut-il prévoir dans l'Accord général une dérogation générale donnant "carte blanche" pour le recours à des mesures commerciales dans le cadre d'un accord multilatéral lorsqu'une des parties contractantes affirme que les mesures en question sont indispensables pour lui permettre d'atteindre les objectifs dudit accord, ou bien faut-il que les mesures soient expressément prévues par l'accord multilatéral – et, dans l'affirmative, avec quel degré de précision?

49. Une autre question qui se pose concerne la "nécessité" de recourir à des mesures commerciales dans un accord multilatéral concernant la protection de l'environnement. Il ne s'agit pas de savoir si l'accord multilatéral lui-même est indispensable, mais si des mesures commerciales – et en particulier des mesures commerciales discriminatoires – sont indispensables pour en atteindre les objectifs. Il semblerait qu'en règle générale on ne doive considérer des mesures commerciales comme un complément de mesures de politique de l'environnement que si ces dernières ne permettent pas à elles seules d'atteindre tel ou tel objectif écologique. Au-delà, pour certains, la "nécessité" est liée au fait que l'on ait recours à la mesure qui restreigne ou qui fausse le moins possible les échanges commerciaux, ou que la mesure soit dosée proportionnellement à la nécessité d'imposer des restrictions commerciales pour faire en sorte que l'objectif écologique soit atteint. Certains ont fait observer que ces notions, relativement nouvelles pour le GATT, auraient besoin d'être élaborées davantage. D'autres en ont souligné l'importance, notant qu'elles avaient été inscrites dans la Déclaration de Rio et donc reconnues par ses signataires.

50. Le règlement des différends est une question connexe dont l'examen a commencé mais sur laquelle le Groupe ne s'est pas encore suffisamment concentré. Il a été proposé que l'on envisage l'éventualité, théoriquement possible, de différends relatifs aux dispositions commerciales d'un accord multilatéral qui opposeraient des parties contractantes à l'Accord général, soit qu'il s'agisse de deux signataires de l'accord multilatéral, soit qu'il s'agisse d'un signataire et d'un non-signataire. Dans ce dernier cas, le différend pourrait normalement être réglé selon les dispositions de l'accord multilatéral, mais on a fait remarquer qu'une des parties risquait néanmoins de recourir au mécanisme de règlement des différends du GATT, particulièrement en ce qui concerne l'application de mesures commerciales qui ne seraient pas précisément énoncées dans l'accord multilatéral; de toute évidence, si les deux parties conviennent de s'en remettre au GATT pour le règlement du litige, elles peuvent invoquer les dispositions des articles XXII et XXIII de l'Accord général. Dans le deuxième cas, celui où interviendrait un État non partie à l'accord multilatéral qui

n'aurait pas accès au mécanisme de règlement des différends de cet accord, le différend devrait être porté devant le GATT.

51. La majorité des délégations n'a pas encore arrêté sa position sur ce qui est à faire, si tant est qu'il convienne de faire quelque chose. La plupart ne se sont pas encore décidées dans un sens ou dans l'autre et n'ont pas arrêté fermement leur position, et même celles qui ont dit dans quel sens elles penchaient ont insisté sur le fait qu'elles restaient disposées à examiner d'autres propositions. Beaucoup de questions restent en suspens, et il faut encore étudier les questions sous-jacentes de manière plus approfondie avant que l'on puisse se faire une opinion en connaissance de cause.

ii) Transparence multilatérale des réglementations nationales concernant l'environnement qui sont de nature à avoir des effets sur le commerce

52. Il semble qu'un large accord se soit dégagé sur plusieurs questions relevant de ce point de l'ordre du jour. L'une concerne le fait que les dispositions actuelles des instruments de l'Accord général (notamment l'article X, le Mémoire d'accord de 1979 concernant les notifications, les consultations, le règlement des différends et la surveillance, et les dispositions en matière de transparence figurant dans divers accords issus des négociations de Tokyo, notamment l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce), surtout lorsqu'elles auront été complétées par les nouvelles dispositions convenues dans le cadre des négociations d'Uruguay, créent une large base pour assurer la transparence multilatérale. Dans l'ensemble, le régime institué par l'Accord général répond dans une large mesure aux préoccupations et/ou questions soulevées par ce point pour ce qui est des mesures qui ont d'importants effets sur le commerce.

53. Des délégations ont toutefois appelé l'attention sur certaines mesures environnementales qui, à leur avis, ne sont peut-être pas couvertes de façon adéquate par ces dispositions. Certaines délégations se demandent si la transparence est adéquate dans le cas des instruments économiques, des mesures prises par les autorités infrafédérales et par le secteur privé et des mesures volontaires. D'autres délégations considèrent qu'il y a peu de mesures, si ce n'est aucune, qui ne sont pas couvertes par les mesures existantes ou envisagées en matière de transparence. Elles ont fait observer que l'article X de l'Accord général avait un large champ d'application et ont estimé qu'il ne fallait pas être trop ambitieux en allant dans les détails dans ce domaine, et notamment ne pas trop étendre les prescriptions en matière de notification.

54. Le respect effectif des dispositions de l'Accord général relatives à la transparence est essentiel pour assurer la transparence dans la pratique. Le nouveau Mécanisme d'examen des politiques commerciales, qui a été mis en place d'un commun accord dans le cadre des négociations d'Uruguay et qui prévoit des examens périodiques de la politique commerciale de chaque partie contractante à l'Accord général, aide déjà à mettre en lumière les domaines dans lesquels ces prescriptions pourraient être encore mieux respectées. L'avis général semble être que les prescriptions en matière de transparence dans le domaine des mesures environnementales ne devraient pas être plus rigoureuses que celles qui sont applicables dans les autres domaines de l'élaboration des politiques qui ont un effet sur le commerce. La transparence n'est pas une fin en soi; c'est

/...



un moyen de renforcer la confiance dans le système commercial multilatéral et de le rendre plus sûr et plus stable, de limiter au minimum les restrictions et distorsions des échanges, d'aider les opérateurs du secteur privé à s'adapter à l'évolution des politiques commerciales et d'empêcher les différends commerciaux.

55. Un large débat a eu lieu concernant la suggestion selon laquelle les gouvernements pourraient envisager de créer des points d'information (comme ceux qui ont été établis en vertu de l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce), ouverts à toutes les parties intéressées, du secteur public comme du secteur privé, pour fournir des renseignements sur les mesures environnementales qui touchent au commerce, y compris celles pour lesquelles il n'est pas exigé formellement de notification dans le cadre de l'Accord général, et sur les modifications apportées aux législations nationales concernant l'environnement. Il a été indiqué qu'un tel système permettrait aussi d'accroître la transparence des systèmes privés (notamment en matière d'éco-étiquetage) ainsi que des programmes des administrations locales et des autorités des États. Des doutes ont toutefois été exprimés au sujet des aspects pratiques de la mise en oeuvre de ces points d'information.

iii) Effets sur le commerce de nouvelles prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage visant à protéger l'environnement

56. Les débats du Groupe sur ce point ont été enrichis par les renseignements que les délégations ont fournis sur l'expérience acquise par leur pays dans ce domaine, à la fois sur le plan des objectifs environnementaux visés et des effets sur le commerce constatés dans certains pays. Un certain nombre de questions concernant l'effet sur l'environnement de certaines formes de prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage ont été soulevées, en particulier au sujet des prescriptions fondées sur les procédés et méthodes de production que les caractéristiques d'un produit ne font pas ressortir.

57. Le Groupe a essayé surtout d'identifier les effets de ces mesures sur le commerce et d'analyser jusqu'à quel point celles-ci pouvaient être différentes des règlements techniques et des normes touchant au commerce que les parties contractantes à l'Accord général connaissaient davantage. Les parties contractantes à l'Accord général ont une grande expérience en ce qui concerne l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce, qui vise à garantir que les règlements techniques et les normes, y compris les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage, ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce.

58. Il apparaît aussi que la normalisation ou l'harmonisation internationales et la reconnaissance mutuelle (le fait d'accepter que les normes d'un autre pays sont équivalentes même si ce ne sont pas les mêmes) peuvent jouer un grand rôle dans la réduction des obstacles techniques au commerce et la lutte contre la fragmentation des marchés qui peut résulter d'une grande diversité de normes nationales. L'expérience acquise dans ce domaine montre l'importance que l'on attache au droit de maintenir pour les produits des réglementations et des normes choisies au niveau national lorsque les normes internationales sont jugées inappropriées, mais aussi à l'obligation de veiller à ce qu'elles ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce.

59. Le Groupe a commencé à identifier des questions générales appelant un complément d'analyse dont beaucoup concernent à la fois l'emballage et l'étiquetage. Il s'agit des questions suivantes : distinction pratique entre mesures facultatives et mesures obligatoires, avec leur incidence sur le commerce; moyens de fixer des critères et des niveaux de seuil dans l'élaboration des mesures; possibilités de normalisation ou d'harmonisation et de reconnaissance mutuelle; complications qui peuvent apparaître dans le commerce du fait de la fixation des prescriptions en fonction des procédés et méthodes de production des produits plutôt que de leurs caractéristiques; et difficultés spéciales et coûts auxquels peuvent devoir faire face les petits fournisseurs étrangers, en particulier des pays en développement.

60. S'agissant des prescriptions en matière d'emballage, les discussions ont été axées sur les effets sur le commerce de deux catégories de prescriptions en matière d'emballage : celles qui stipulent les types d'emballages qui peuvent (ou ne peuvent pas) être utilisés sur un marché particulier, et celles qui prescrivent la récupération, la réutilisation, le recyclage ou l'élimination des emballages lorsqu'ils ont été utilisés pour la fin à laquelle ils étaient initialement destinés. Le GATT connaît assez bien la première catégorie. De nombreux règlements techniques énoncent les caractéristiques des produits qui doivent être respectées pour que ces produits soient assurés de l'accès aux marchés, et les enseignements concernant ces prescriptions qui ont été tirés de l'application du Code de la normalisation ont permis d'en comprendre de manière approfondie les effets potentiels sur le commerce. Le Groupe a accordé une attention particulière aux prescriptions en matière d'emballage relatives à la teneur en produits recyclés. Plusieurs délégations craignaient qu'elles ne restreignent le commerce aussi bien de produits emballés que de matériaux d'emballage originaires de pays où les matériaux recyclés sont peu courants ou coûteux, et elles doutaient que ces mesures doivent également être appliquées aux importations étant donné qu'elles ne contribuent guère à la réalisation de l'objectif environnemental déclaré qui est de réduire la pression à laquelle sont soumises les installations d'élimination des déchets dans les pays qui les appliquent. Des délégations ont également exprimé des doutes quant à l'application de mesures commerciales pour réduire la consommation de ressources dans la fabrication des emballages, en raison à la fois des questions que cela soulève lorsqu'un pays impose ses normes écologiques à un autre et du risque qu'il y a à présumer que les dotations en ressources et les contraintes en matière de ressources sont les mêmes dans tous les pays.

61. Le GATT connaît moins la seconde catégorie de prescriptions en matière d'emballage. Ces prescriptions sont appliquées non seulement par le biais de règlements techniques et de normes, mais aussi au moyen de mesures économiques telles que les systèmes de consignation, les taxes, les impositions et les redevances pour l'accès aux systèmes de manutention des déchets dans le pays de destination. Il semblerait que la façon la plus efficace pour le Groupe de progresser dans son analyse serait de procéder à un plus ample examen au cas par cas des différentes mesures et de leurs effets sur le commerce.

62. Une deuxième question a trait au fait que, comme les produits d'origine nationale génèrent habituellement la plus forte proportion de déchets d'emballages au niveau local, il est normal que ces prescriptions en matière d'emballage soient choisies et formulées en tenant compte des formes les plus

courantes de déchets d'emballages produits dans le pays, ainsi que des installations d'élimination des déchets du pays et de ses priorités en la matière. En outre, ce sont dans de nombreux cas les fournisseurs étrangers qui doivent assurer le transport de leurs marchandises sur les distances les plus longues qui ont besoin d'utiliser le plus d'emballages par unité de produit fourni. Certains des effets les plus significatifs sur le commerce peuvent donc se produire lorsque des installations d'élimination appropriées n'existent pas, ou qu'elles ne peuvent être utilisées qu'à un coût élevé pour les types d'emballages qui ont la préférence (par exemple, utilisation de produits naturels pour des raisons écologiques de préférence aux produits fabriqués de manière artificielle) des fournisseurs étrangers, surtout des petits fournisseurs et de ceux des pays en développement pour lesquels le coût de l'adaptation aux diverses prescriptions en matière d'emballage en vigueur sur leurs marchés extérieures peut être particulièrement lourd. En pareils cas, l'accès aux marchés peut être très gravement compromis.

63. Exiger des fournisseurs qu'ils récupèrent leurs déchets d'emballages sur leurs marchés extérieurs n'est pas considéré dans la plupart des cas comme une solution commercialement viable, et elle risquerait de conduire à l'inefficacité économique. Il est possible que les exportations soient touchées parce que les petites industries ne peuvent pas supporter les coûts qu'impliqueraient la reprise obligatoire de leurs emballages ou les adaptations nécessaires des matériaux d'emballage. La possibilité d'harmoniser entre les pays les caractéristiques d'emballages a été examinée, et il a été noté que cela pourrait peut-être contribuer, en particulier s'il était procédé à cette harmonisation dans le cadre d'un système de reconnaissance mutuelle, à réduire les effets sur le commerce imputables à la diversité des prescriptions en matière d'emballage en vigueur sur différents marchés extérieurs. Toutefois, il n'a pas été estimé que ce serait une panacée pour tous les problèmes de commerce qui pourraient se poser dans ce domaine.

64. Les débats ont porté aussi sur les effets sur le commerce découlant des programmes de recyclage et d'élimination finale des déchets. Il a été indiqué que ces effets pouvaient être influencés, en particulier, par les éléments suivants : la mesure dans laquelle la définition des critères régissant les programmes est confiée à des groupements d'entreprises industrielles nationales et répond aux préférences des industries nationales; l'accès effectif des fournisseurs étrangers de manière que leurs préoccupations commerciales soient prises en compte au stade de la conception et de l'établissement des programmes; la mesure dans laquelle les emballages qui ont la préférence des fournisseurs étrangers sont acceptés par les programmes; les coûts de la participation aux programmes; la possibilité pour les fournisseurs étrangers d'obtenir des informations suffisantes sur les programmes en vigueur; et la notification suffisamment à l'avance aux fournisseurs étrangers de la mise en place de nouveaux programmes ou des modifications apportées aux programmes existants.

65. Le Groupe a procédé à un échange de vues préliminaire sur le point de savoir si, et de quelle manière, ces catégories de prescriptions en matière d'emballage étaient visées par les dispositions existantes du GATT. Certaines délégations doutaient que les prescriptions relatives à la récupération, à la réutilisation ou au recyclage relèvent de la définition des mesures visées par le Code de la normalisation, et des questions ont été soulevées au sujet de la

manière dont les systèmes de consignation et les taxes, impositions et redevances pour l'élimination des déchets pourraient être traités au regard du GATT.

66. S'agissant des prescriptions en matière d'étiquetage, la CNUED a reconnu que les programmes en matière d'étiquetage destinées à protéger l'environnement (éco-étiquetage) peuvent être utiles si elles fournissent des renseignements susceptibles d'aider les consommateurs à prendre des décisions d'achat écologiquement rationnelles. La majorité des programmes d'éco-étiquetage examinés par le Groupe, sur la base des renseignements communiqués par les diverses délégations, ont un caractère facultatif. Bien que n'étant pas obligatoires, étant donné qu'ils sont censés établir une distinction entre les produits en fonction de leurs caractéristiques écologiques, ces programmes peuvent influencer fortement sur les conditions de concurrence sur un marché.

67. Comme dans le cas des prescriptions en matière d'emballage, de nombreuses délégations ont insisté sur le fait qu'il était important pour les fournisseurs étrangers que la transparence des programmes d'éco-étiquetage soit assurée et qu'il leur soit ménagé un délai suffisant pour qu'ils puissent s'adapter. Un produit non étiqueté, qu'il ait été testé ou non, peut se trouver désavantagé sur le plan commercial du fait qu'il donne l'impression de ne pas être suffisamment respectueux de l'environnement. Dans ses discussions, le Groupe a donc concentré son attention sur l'accès effectif des fournisseurs étrangers aux programmes nationaux d'étiquetage, c'est-à-dire au fait qu'ils aient la possibilité de participer à ces programmes et de faire part de leurs préoccupations commerciales, en tant que de besoin, dans le processus au cours duquel sont décidés les critères auxquels les produits doivent satisfaire pour obtenir un écolabel ainsi que les niveaux de seuil à partir desquels ils peuvent porter ce label, et au fait que leurs produits aient accès aux systèmes de certification et puissent obtenir les labels aux mêmes conditions que les produits d'origine nationale.

68. Le choix des produits à étiqueter et les critères auxquels un produit doit satisfaire pour obtenir un écolabel sont considérés comme étant en général les aspects les plus importants d'un programme d'étiquetage. Il a été noté que ce choix et ces critères tiennent normalement compte des conditions environnementales locales, telles que les contraintes liées aux ressources ainsi que les préférences locales pour des caractéristiques des produits qui respectent l'environnement, auxquelles il peut être difficile aux producteurs étrangers de satisfaire ou qui peuvent conduire à négliger les qualités écologiques positives des produits importés. L'influence des industries locales dans le choix des produits ou des critères ne devrait pas avoir d'effets protecteurs fortuits, et il a été souligné qu'il importait de fonder les critères sur des preuves scientifiques solides. Certaines délégations considéraient qu'il était nécessaire que les autorités publiques jouent un plus grand rôle dans certains aspects du processus d'élaboration et d'attribution des écolabels.

69. L'analyse du cycle de vie est de plus en plus utilisée pour déterminer les qualités écologiques d'un produit dans les programmes d'éco-étiquetage, bien que, dans la pratique, ceux-ci aient parfois tendance à ne faire ressortir que quelques-unes des qualités écologiques d'un produit. Le choix opéré impliquera

inévitablement des jugements de valeur. C'est pourquoi il a été souligné qu'il était souhaitable que les fournisseurs étrangers aient accès aux programmes, dans la phase de leur conception, afin qu'il puisse être tenu compte de leurs préoccupations commerciales. Les critères d'éco-étiquetage fondés sur les procédés et méthodes de production (PMP) peuvent s'avérer particulièrement difficiles à respecter pour les fournisseurs étrangers, voire inappropriés d'un point de vue environnemental.

70. Les fournisseurs étrangers peuvent avoir des difficultés à obtenir un écolabel si les PMP qu'ils préfèrent ne concordent pas avec ceux qui sont prescrits sur le marché étranger, ou si l'obligation de fournir la preuve qu'ils satisfont à la norme de procédé entraîne pour eux des coûts supplémentaires substantiels. Les critères fondés sur les PMP peuvent aussi nécessiter que des renseignements commerciaux confidentiels soient divulgués afin de pouvoir obtenir un écolabel. Des délégations ont exprimé la crainte que l'application de restrictions au commerce fondées sur les PMP ne revienne à exporter des normes écologiques nationales. Toutefois, de l'avis de certaines délégations, si un écolabel est accordé sur la base de l'analyse du cycle de vie pour déterminer l'incidence d'un produit sur l'environnement, il semble inévitable qu'il faudra tenir compte de l'incidence des PMP utilisés sur l'environnement, où que celle-ci se fasse sentir. L'attention du Groupe a également été appelée sur les problèmes spéciaux auxquels les pays en développement peuvent se heurter. En particulier, il a été indiqué qu'ils peuvent utiliser des PMP très différents de ceux qui sont jugés comme acceptables sur leurs principaux marchés pour pouvoir obtenir un écolabel, et ils peuvent ne pas disposer des moyens financiers et de la technologie nécessaires pour adapter en conséquence leurs PMP.

71. La diversité des programmes d'éco-étiquetage en vigueur sur différents marchés a été soulignée, ainsi que les problèmes que cela peut soulever pour tous les fournisseurs approvisionnant plusieurs marchés, et en particulier les fournisseurs relativement petits. Certaines délégations doutaient que la normalisation contribue de manière effective à réduire cette diversité : il est probablement ni souhaitable ni possible d'essayer de normaliser les différences de conditions, de goûts et de priorités en matière écologique entre les divers pays. Il a été considéré que l'harmonisation et la reconnaissance mutuelle des critères utilisés pour attribuer les écolabels et des écolabels eux-mêmes seraient plus faciles à obtenir.

#### Décision relative au commerce et à l'environnement

72. À la réunion au cours de laquelle devait être adopté l'Acte final des négociations d'Uruguay, le 15 décembre 1993, le Comité des négociations commerciales, qui supervise l'ensemble des activités ayant trait aux négociations d'Uruguay, a adopté une décision sur le commerce et l'environnement. Dans sa décision, le Comité a pris note des conclusions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) et de son suivi au GATT, ainsi que des travaux du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international et du Comité du commerce et du développement; du programme de travail envisagé dans la Décision concernant l'article XIV de l'Accord sur les services; et des dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC. Considérant qu'il ne devrait pas y avoir, et qu'il n'y

/...

a pas nécessairement, de contradiction au plan des politiques entre un système commercial multilatéral ouvert, non discriminatoire et équitable, et la protection de l'environnement, et désireux de coordonner les politiques dans le domaine du commerce et de l'environnement, sans dépasser le cadre du système commercial multilatéral, le Comité a décidé que les parties contractantes élaboreraient un programme de travail dans ce domaine.

73. Des consultations sont en cours en vue de l'élaboration de ce programme de travail. Le programme s'inscrira dans le prolongement des travaux réalisés par le GATT depuis deux ans, en particulier au sein du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, et couvrira de nouveaux domaines du commerce international qui seront du ressort de l'Organisation mondiale du commerce. Par ailleurs, des consultations ont actuellement lieu sur la question de la structure institutionnelle à mettre en place pour exécuter le programme de travail. Le Comité des négociations commerciales présentera ce programme de travail et les recommandations relatives à une structure institutionnelle à la Conférence ministérielle d'avril 1994 en vue de leur adoption.

#### Transparence

74. Pour contribuer à mieux faire connaître le débat en cours au sein du GATT sur le commerce et l'environnement et favoriser le dialogue entre les spécialistes du commerce, ceux du développement et ceux de l'environnement, le Directeur général du GATT prévoit d'organiser au début de l'été 1994 un colloque qui réunira au siège du GATT des spécialistes de l'environnement et des échanges. Ce colloque devrait être l'occasion d'un nouvel échange de vues sur la coordination des politiques, l'application effective des règles et autres questions techniques, juridiques et institutionnelles qui surgissent du rapport qui s'établit entre les politiques commerciales et les politiques relatives à l'environnement.

75. Les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE sont convenues de lever les restrictions sur la diffusion des documents établis par le secrétariat du GATT pour le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international et qui ont servi de base à l'examen par le Groupe des trois points inscrits à son ordre du jour. Les parties contractantes sont aussi convenues de déclasser les rapports établis par les présidents du Comité du commerce et du développement et du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international et décrivant les travaux entrepris et les progrès accomplis dans ces deux instances. On trouvera en appendice la liste de ces documents, qui peuvent être obtenus auprès du secrétariat du GATT, et une brève description de chacun d'eux.

76. À la réunion qu'il a consacrée au suivi de la CNUED, le 22 février 1994, le Conseil du GATT a tenu un échange de vues sur les recommandations de la Conférence figurant dans les paragraphes 2.22 a), b), h) et k) du chapitre 2 du programme Action 21. Tout en insistant sur le caractère préliminaire de cet échange de vues, certaines délégations ont fait observer que l'avantage comparatif des organisations non gouvernementales résidait principalement dans l'influence qu'elles peuvent exercer à l'échelon national et que les gouvernements devraient, à cet échelon, favoriser et encourager le dialogue, la

coopération et l'interaction avec ces organisations. De nombreuses délégations étaient d'avis que le secrétariat du GATT devrait être associé à la mise en place d'arrangements informels avec les organisations non gouvernementales, dans la mesure où il pourrait favoriser une plus grande transparence et faire en sorte que les informations circulent dans les deux sens. Des délégations ont indiqué qu'il importait que le secrétariat poursuive les initiatives déjà prises en vue de maintenir et de promouvoir le dialogue avec les spécialistes du développement et ceux de l'environnement, notamment la publication de bulletins d'information sur les activités du GATT dans le domaine de l'environnement, et elles se sont félicitées de la décision du Directeur général d'organiser un colloque sur le commerce et l'environnement au début de l'été 1994.

77. Les délégations se sont accordées à reconnaître que le GATT avait un rôle important à jouer dans le débat sur le commerce et l'environnement et qu'on devait faire appel à lui dans tous les domaines relevant de sa compétence. Le GATT a déjà pris des mesures pour instaurer une coopération avec d'autres organisations intergouvernementales compétentes en leur conférant le statut d'observateur aux réunions du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international et lors des débats du Conseil sur le suivi de la CNUED et en faisant en sorte que le secrétariat participe en qualité d'observateur aux réunions pertinentes de ces mêmes organisations. La compétence du GATT dans ce domaine doit continuer d'être clairement définie de façon à ce que l'organisation puisse continuer d'entretenir des relations de coopération efficaces et fructueuses avec d'autres organismes internationaux comme le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Comité du commerce et du développement et la Commission du développement durable.

### Appendice

1. Les documents suivants, qui ont été établis pour le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, ont été mis en diffusion générale le 25 janvier 1994 :

TRE/W/1/Rev.1 – Description et examen des dispositions commerciales figurant dans 18 accords multilatéraux relatifs à la protection de l'environnement.

TRE/W/2 – Récapitulation des questions soulevées au cours des débats du Groupe au sujet de la transparence multilatérale des réglementations nationales concernant l'environnement.

TRE/W/3 et Add.1 et 2 – Récapitulation générale des prescriptions en matière d'étiquetage et d'emballage, établie à partir des informations connues du public et de celles qui ont été communiquées au Secrétariat par les délégations.

TRE/W/4 – Description générale des mesures prises en matière d'environnement; complète les informations contenues dans le document TRE/W/2.

TRE/W/7 – Liste des réglementations nationales concernant l'environnement qui sont de nature à avoir des effets sur le commerce non couvertes par les dispositions du GATT relatives à la transparence ou insuffisamment couvertes par elles.

TRE/W/9 – Incidences possibles sur le commerce des nouvelles prescriptions en matière d'emballage et préoccupations qu'elles suscitent.

TRE/W/10/Rev.1 – Dispositions en matière de notification prévue par les accords multilatéraux relatifs à l'environnement.

TRE/W/12 – Incidences possibles sur le commerce des nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage et préoccupations qu'elles suscitent.

TRE/W/13 – Analyse générale des effets sur le commerce de différentes mesures relatives à l'environnement.

TRE/W/14 – Rapport sur les résultats de la première session de la Commission du développement durable.

TRE/W/16/Rev.1 – Examen de l'emploi par le GATT des notions de mesures "ayant le moins d'effets de restriction sur le commerce" et de "proportionnalité".

TRE/W/17/Rev.1 – Historique des négociations sur l'Article XX h) de l'Accord général et de son application.

TRE/W/18 – Application de l'Article XXV:5 de l'Accord général et des possibilités offertes par les dispositions actuelles.



2. Deux rapports d'activité établis, l'un par le Président du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, l'autre par le Président du Comité du commerce et du développement, ont également été mis en diffusion générale :

L/7402 – Rapport du Président du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international aux parties contractantes à leur quarante-neuvième session.

COM.TD/W/509 – Rapport du Président du Comité du commerce et du développement sur le suivi de la CNUED.

3. Les trois documents suivants, qui portent sur des questions relatives à l'environnement, avaient déjà été fait l'objet d'une diffusion générale :

L/6896 – Note d'information concernant la création du Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international, en 1971; d'autres travaux réalisés par le GATT sur les questions d'environnement; et les dispositions relatives au commerce contenues dans différents accords multilatéraux sur l'environnement, ainsi que les dispositions connexes de l'Accord général.

L/6892/Add.3 – Rapport du Secrétariat aux parties contractantes du GATT sur les conclusions de la CNUED ayant trait au commerce.

"Commerce international", 1990-91, volume I, chapitre 2. Commentaire sur les liens entre le commerce et l'environnement, publié par le secrétariat du GATT et n'engageant que lui.

-----